

QUESTIONNAIRE

Qui ?

Nicod Georges, né à Lausanne le 8 juillet 1948, de nationalité suisse, membre de la LMR de 1969 à fin 1977.

Mes parents

Ma mère, Marianne Nicod née Chinet, fille de l'artiste-peintre Charles Chinet, est issue de la petite-bourgeoisie de Rolle. Après son baccalauréat, elle n'a pas exercé d'activité professionnelle durable; veuve dès l'âge de 34 ans, cheffe de ménage avec 4 enfants à charge.

Mon père, Henri Nicod, licencié en lettres et professeur de français, a perdu son père instituteur à l'âge de 8 ans; sa mère, de famille paysanne, a élevé ses 4 enfants avec les rentes de la caisse de pension de l'Etat de Vaud (c'était avant l'AVS!) et les revenus de travaux de couture à domicile.

Ma formation académique

Filière littéraire (latin/grec) jusqu'au baccalauréat obtenu au Gymnase de la Cité à Lausanne en 1966.

Etudes de sciences de la terre à l'Université de Lausanne (diplôme de géologue en 1976).

Etudes à la fac de lettres de l'UNIL (notamment histoire, français) de 1993 à 1997 (études non terminées).

Mon statut au moment de mon adhésion à la LMR (1969)

Etudiant en sciences de la terre à l'Université de Lausanne, célibataire, je vis alors chez ma mère avec mon frère et mes deux sœurs. Je n'ai encore exercé que quelques jobs alimentaires temporaires.

Principales activités professionnelles

Enseignement (collège secondaire des Bergières à Lausanne de 1972 à 1974), édition (Editions Payot Lausanne de 1977 à 1983, Editions d'en bas de 1998 à 2000), journalisme (*Journal d'Yverdon* de 1983 à 1987, Service Presse et Information de l'EPFL et revue *Polyrama* de 1988 à 1992, *L'Est Vaudois / La Presse Riviera-Chablais* 1993, journal de la Fondation romande des malentendants *Aux Ecoutes* de 2001 à 2002, journaux de la Fédération suisse des sourds *Sourd aujourd'hui* et *Fais-moi signe* de 2002 à 2009, collaboration rédactionnelle au cédérom *Clics et déclics sur les temps modernes* distribué par les Editions Antipodes (Section d'histoire contemporaine, UNIL, de 1997 à 1998). Comptable et administrateur à 10% de la société viti-vinicole familiale Matringe SA de 1997 à 2009.

Avant mon adhésion à la LMR

Je m'intéresse dès mon plus jeune âge à la politique (guerre d'Algérie notamment) sous l'influence des opinions de mon père. La mort de ce dernier en 1962 ne fait qu'accentuer ma radicalisation à gauche. Abonnement familial à *France Observateur* (ancêtre – plus radical ! – du *Nouvel Obs*). Au gymnase, je me proclame communiste (sans appartenir à aucune organisation). Je participe aux premières manifestations contre la guerre du Vietnam.

Pendant mon école de recrue en 1967, avec un petit groupe de copains politisés, nous nous rebellons contre la discipline militaire, mais sur un mode plutôt individualiste. Parmi nos thèmes de discussion politique favoris, la guérilla du Che en Bolivie (à la lumière de l'ouvrage de Régis Debray *Révolution dans la révolution*), la question palestinienne après la Guerre des six jours, la lutte des séparatistes jurassiens ou celles des étudiants allemand (SDS, Rudi Dutschke...).

Hasard extraordinaire, lors d'une semaine de clou effectuée en prolongement de mon école de recrue dans un local d'arrêt genevois, je découvre une brochure ronéotée laissée là par un précédent «locataire». Pour moi, cette brochure ouvre des perspectives enthousiasmantes. J'y trouve une critique radicale du stalinisme en même temps qu'une visée authentiquement révolutionnaire à l'échelle mondiale. Il s'agit d'une publication des Jeunesses progressistes (Lausanne). Dès mon retour à la vie civile, en novembre 67, je m'empresse de contacter ce groupement, dont je découvre qu'il est l'organisation de jeunesse du POP vaudois, et participe à ses réunions à la Maison du Peuple.

Je participe aussi et surtout au groupe universitaire des Jeunesses progressistes, les Etudiants progressistes. A travers ce groupe (auquel participent plusieurs futurs cadres de la future LMR), je vis intensément, à distance, Mai 68 et le Printemps de Prague et je participe avec enthousiasme à l'effervescence politique que ces événements provoquent à Lausanne, notamment au sein de l'Université. Je commence ma formation politique à travers la lecture de brochures de vulgarisation marxiste éditées alors par la JCR (Jeunesse communiste révolutionnaire) française et bientôt du *Traité d'économie marxiste* d'Ernest Mandel.

Adhésion à la LMR

Suite à la scission du POP en été 1969, un clivage se produit également au sein de son organisation de jeunesse, les Jeunesses progressistes, entre les militant trotskistes et ceux qui veulent s'en démarquer. (Ces derniers, plutôt proches des «mao-spontex» que de la majorité du POP stalinien, donneront plus tard naissance au mouvement «Rupture pour le communisme»).

Ces scissions me surprennent complètement. Dans mon esprit, les Jeunesses progressistes et le POP lui-même étaient déjà acquis au trotskisme, comme je l'étais devenu moi-même et comme l'étaient les militants qui me sont les plus proches: Marlyse et François Iselin, François Graf, Michel Thévenaz, Jean-François Blanc, etc. (sans parler de Charles-André Udry, notre «maître à penser» à tous) – tiens, voilà que je ne cite quasiment que des mâles! Pour moi l'adhésion à la LMR nouvellement fondée est une évidence. Ce qui m'apparaît comme une anomalie, c'est plutôt le fait qu'une majorité du POP et un certain nombre de camarades des Jeunesses progressistes refusent de suivre le mouvement!

Mes attentes personnelles à l'époque

J'étais convaincu de la nécessité d'une révolution mondiale (touchant également le bloc de l'Est, la Chine et l'URSS) et je pensais qu'il était de mon devoir d'y contribuer. Il me semblait clair que seule une révolution mondiale permettrait d'abolir le capitalisme et la société de classes pour mettre en place un système social où les ressources naturelles, les connaissances scientifiques et techniques, ainsi que les forces productives seraient exploitées et gérées par la collectivité pour le bien de tous d'une manière démocratique et égalitaire. Je ne voyais pas un tel système comme un «totalitarisme», mais bien au contraire comme la seule organisation sociale qui pourrait offrir à chaque individu la possibilité d'un épanouissement personnel, ce qui devait constituer son but ultime.

Cependant, il est juste d'ajouter que je devais combattre ma forte tendance au pessimisme pour croire vraiment à la possibilité d'instaurer un jour un système aussi idyllique par le biais de la lutte des classes et d'une révolution... Sans être pacifiste, j'avais aussi certaines craintes quant au degré de violence que pourrait impliquer les confrontations à venir, mais je ne voyais pas d'alternative crédible à un engagement marxiste révolutionnaire.

L'«invention» de l'écologie au sein de la LMR...

A l'intérieur de l'organisation, c'est sans contexte la découverte des questions écologiques qui m'a le plus motivé et enthousiasmé.

Au départ, le thème de l'écologie ne faisait pas partie de la «doxa» marxiste révolutionnaire. Par exemple, Mandel lui-même, dans son traité (paru initialement en 1962), parlait des promesses extraordinaires qu'ouvrait à l'humanité la perspective d'une exploitation civile à large échelle de l'énergie atomique.

En matière d'écologie politique, tout était à inventer pour nous marxistes. (D'ailleurs, si je ne me trompe, le terme d'«écologie», utilisé par les biologistes pour désigner l'étude des caractéristiques physico-chimiques, climatiques et biologiques du milieu propice à la vie d'une espèce animale ou végétale, n'avait pas de connotation politique et n'avait pas donné lieu à ses dérivés «écologiste» ou «écologisme», par exemple, avant le milieu, voire la fin des années septante.)

Autour de Robert Lochhead, qui a été notre véritable locomotive, nous formions un petit groupe de militants de la LMR, étudiants en sciences naturelles ou dans divers autres domaines scientifiques. Nous nous étions donné pour tâche de soumettre à la critique les idées et idéologies, souvent empreintes d'un moralisme et d'un naturalisme réactionnaires, qui avaient cours dans les milieux de protection de la nature, et de fonder, à travers une analyse rigoureuse, les termes d'une véritable critique de la société capitaliste sous l'angle de la préservation de l'«environnement» (encore un terme qui prenait alors un sens nouveau...). Une entreprise passionnante dont le journal *La Brèche* s'est fait l'écho dès les années septante : je me souviens en particulier d'un article significativement intitulé «Pollution, mythes et réalités».

Nous avons mené des enquêtes sur divers sujets d'actualité. La plus ambitieuse a porté sur la pollution par le fluor due aux émanations des fonderies d'aluminium en Valais (juin 1973, *La Brèche* n°71, «Alusuisse, la violence des pollueurs»). Elle ne touchait pas seulement les caractéristiques de cette pollution et ses effets sur l'environnement (abricotiers et forêts de pins notamment) prouvés et décrits par des études existantes récentes ou plus anciennes. Elle

embrassait aussi l'histoire des fonderies d'aluminium en Valais, les pratiques de ses dirigeants vis-à-vis d'une main-d'œuvre très dépendante (ouvriers-paysans pauvres), les manœuvres de ces industriels et de leurs relais politiques pour maintenir les faits sous le boisseau et rejeter toute responsabilité des fonderies d'aluminium dans les atteintes à l'environnement ainsi qu'à la santé des travailleurs eux-mêmes. Nous avons aussi dénoncé l'appui actif d'une autorité scientifique de l'Université (le professeur Paul-Emile Pilet) à ces opérations de «blanchiment» et le refus d'institutions comme la CNA (Caisse nationale d'assurance-accidents, aujourd'hui SUVA) de révéler les impacts médicalement vérifiés de la pollution fluorée sur la santé des travailleurs.

Face à l'émergence du mouvement antinucléaire, il importait également d'étudier le bien-fondé scientifique et politique d'une opposition au nucléaire civil. Plusieurs articles de *La Brèche* sont l'expression de cette recherche. A l'époque, en effet, il n'allait pas de soi qu'une organisation marxiste se dût de rejoindre le mouvement antinucléaire: même au sein de notre petit groupe, tout le monde au départ n'en était pas convaincu. D'autre part le positionnement politique et les alliances d'un mouvement antinucléaire très hétéroclite étaient encore mal définies. Un souvenir significatif à cet égard: en 1975, lors d'une visite au camp des occupants de Kaiseraugst, j'ai moi-même assisté à une prise de parole du conseiller national Valentin Oehen, président de l'Action Nationale, mouvement nationaliste xénophobe!

Ma place dans l'organisation

Je n'ai jamais participé à quelque organe dirigeant que ce soit. Je me souviens surtout de mon engagement dans la cellule étudiants et son groupe d'intervention, le Comité Uni-Brèche. Par la suite, à part notre petit groupe écolo mentionné plus haut, je ne sais plus très bien dans quel cadre j'ai milité, et j'avoue que cette amnésie m'étonne. Je n'ai jamais fait partie d'une cellule enseignants durant ma période d'enseignement de 1972 à 1974, mais il faut dire que je poursuivais parallèlement mes études à l'université. Il est possible que j'aie fait partie un temps de la cellule jeunes. En tout cas je me souviens d'avoir présenté un cours sur le mouvement Rupture pour le communisme lors d'un week-end de formation de cette cellule (ou du cercle La Taupe ?). A la même époque sans doute, je me rappelle aussi avoir rédigé un texte concernant notre position sur l'école en tant que lieu de reproduction idéologique et sociale, texte qui s'insérait, si je me souviens bien, dans le cadre d'un débat avec la Jeunesse communiste. Enfin, quand j'ai été engagé professionnellement par les Editions Payot (1977), il me semble que j'ai brièvement été affecté à une cellule «typos», mais c'est à peu près à ce moment-là (fin 1977, je crois) que j'ai quitté la LMR.

Discipline et démocratie interne

J'adhérais à l'impératif de discipline qu'impliquait le «centralisme démocratique»: dans l'action, il fallait appliquer les décisions des organes dirigeants, mais ces derniers devaient être élus et leurs décisions discutées démocratiquement en temps opportun. Pour ma part, j'adhérais à ce principe et ne remettais pas en cause la légitimité des instances supérieures de la LMR. J'avais d'ailleurs une totale confiance dans nos dirigeants d'alors (et je pense aujourd'hui encore qu'ils la méritaient). Significatif à cet égard, le fait que je n'aie posé aucune question lorsqu'on m'a demandé un jour de fournir au Bureau politique l'ensemble de mes papiers d'identité (carte d'identité, passeport et permis de conduire) afin de faciliter les déplacements clandestins d'un membre important de la IVe Internationale. Significatif aussi, le fait que je me sois senti heureux

de contribuer ainsi à notre lutte – et plus significatif encore le fait que j'en reste fier aujourd'hui!

Il était clair pour moi que nos dirigeants avaient une culture et une intelligence politiques supérieures à la mienne. A mes yeux, leurs prises de position étaient abondamment expliquées et argumentées de manière convaincante. Je leur étais reconnaissant de faire passer leur «mission» avant leurs préoccupations personnelles et de se vouer bien davantage que nous, militants de base, à un indispensable travail de documentation, d'analyse et de réflexion. Pendant les premières années en tout cas, j'aurais été incapable de faire état d'une divergence sérieuse avec eux. Concernant les axes stratégiques de la LMR, ses options tactiques, sa manière de satelliser ses sympathisants dans des structures d'accueil et d'intervention ou encore d'intervenir au sein des mouvements larges en en prenant souvent le leadership, je n'avais guère de critique à faire valoir. N'était-ce pas la vocation du parti d'avant-garde que de fédérer et de diriger les masses? Cela dit, au sein de la LMR, les débats ne manquaient pas, bien au contraire, que ce soit en AG ou dans les cellules. Mais il s'agissait fréquemment, dans la cellule étudiants notamment, de discussions plutôt abstraites, d'une portée pratique limitée, et dont j'avais souvent du mal, en ce qui me concerne, à saisir les enjeux. Je n'en trouvais pas moins agréable d'assister à ces joutes verbales, qui me donnaient l'impression de participer à une démocratie vivante avec des gens intelligents (!), au contraire de ce qui se passait, pensais-je, dans les partis staliniens, que j'imaginai forcément dogmatiques.

Vécu personnel militant

Je me souviens de moments sympas et fraternels entre militant-e-s (par exemple en buvant ensemble un ristretto dans un café tout juste ouvert après une distribution de tracts avant l'aube aux portes d'une usine, ou encore en toute fin de soirée, en dévorant une pizza après une harassante séance enfumée). Mais ce qui me frappe le plus, rétrospectivement, c'est que je n'ai pas lié de véritables et profondes amitiés à la LMR – sinon avec Robert Lochhead dans le cadre du petit groupe d'écolos susmentionné, mais cette amitié ne s'exprimait que sur un plan quasi exclusivement militant. Plus tard cependant, au moment où un certain nombre de couples de militants proches de ma femme Annemarie et de moi-même se sont mis comme nous à vouloir faire un enfant, nous nous sommes rapprochés de quelques couples : Olivier et Ursula Gaillard, Pierrette Parriaux et François Iselin, notamment.

Sur le plan de ma santé psychique, je me dois quand même de mentionner un aspect négatif de ma vie militante à la LMR. J'ai très mal supporté, à une certaine période, le climat de suspicion qui régnait dans l'organisation, y compris à l'égard de certains membres ou compagnons de route. Je me rappelle avoir été choqué, un jour, de voir un membre du Bureau politique profiter de l'absence momentanée d'une sympathisante «suspecte» pour fouiller son sac à main. Et comme je ne me considérais pas moi-même (malgré le temps parfois considérable que je consacrais aux activités LMR) comme un militant très assidu et que j'estimais (avec une bonne dose de naïveté) qu'il y avait beaucoup d'aspects «individualistes petit-bourgeois» dans mon existence, il m'arrivait de craindre qu'on me soupçonne d'être un indic' infiltré dans l'organisation! A certaines périodes, ce mélange de mauvaise conscience et de paranoïa m'est même devenu presque insupportable.

La LMR face aux autres organisations d'extrême gauche

Personnellement, je n'ai guère eu de rapport avec d'autres organisations d'extrême gauche. J'étais conscient que la LMR était souvent jugée «sectaire», et je trouvais cela regrettable, sans doute, mais inévitable. En effet, pour moi, toute accointance avec un régime comme celui de la Chine ou avec ceux du bloc de l'Est me paraissait symptomatique d'une mauvaise foi rédhibitoire. Il me semblait donc impossible, au-delà d'alliances tactiques ponctuelles, de nouer de véritables liens avec les organisations maoïstes ou prosoviétiques. En revanche, je trouvais que nous aurions pu davantage nous rapprocher des éléments les plus radicaux du PS ainsi que de certains milieux culturels.

Il me semblait par ailleurs nécessaire de chercher à être présents dans les syndicats pour combattre leurs appareils acquis à la paix du travail. Je jugeais aussi les liens avec les immigrés et leurs organisations très importants dans une perspective de solidarité internationale mais aussi de partage d'expériences politiques moins «anodines» que les nôtres en Suisse (lutte antifasciste en Italie et expérience de la clandestinité en Espagne, notamment).

Féminisme et mode de vie

Indubitablement, le féminisme a ajouté une dimension nouvelle à ma vision du monde et à mes convictions politiques.

Avant la nouvelle vague féministe des années 70, nous étions nombreux à avoir lu Simone de Beauvoir (ou à prétendre l'avoir lue), et nous étions bien conscients des discriminations et inégalités (économiques et politiques notamment) entre hommes et femmes. Rappelons qu'en Suisse le combat pour le droit de vote des femmes a duré jusqu'en 1971 !

Il ne faisait de doute pour aucun-e militant-e que ces «injustices» devaient être combattues politiquement, mais elles nous paraissaient en quelque sorte accessoires et destinées à disparaître, de toute manière, dans la société socialiste à venir.

La nouveauté (pour moi comme pour beaucoup de militants de la LMR, je pense) a été de prendre conscience que la discrimination liée au sexe était une réalité sociale véritablement structurelle, au même titre que la division de la société en classes. Au sein de la LMR, les implications politiques d'une telle prise de conscience se sont heurtées à une forte résistance. Il était difficile d'admettre, pour beaucoup de militants hommes, que le clivage hommes-femmes traversait l'organisation politique elle-même et qu'il était légitime que les femmes se regroupent entre elles pour parler de leur vécu, mettre en pratique leur solidarité et organiser leur propre lutte de libération. Indéniablement, l'injonction de repenser notre façon de vivre et militer ensemble et d'en tirer les conséquences politiques et organisationnelles dérangeait plus ou moins consciemment beaucoup d'entre nous, moi compris.

Sur un plan privé, l'irruption du féminisme m'a secoué, on peut le dire. Elle m'a fait me remettre en question en tant qu'homme, mari et fils d'une mère vivant seule, mais elle m'a surtout libéré d'un carcan idéologique et moral plus ou moins inconscient. C'est avec enthousiasme que j'ai découvert la richesse d'une pensée féministe alors en pleine effervescence à travers des auteures telles que Benoîte Groult, Marie Cardinal, Kate Millett, Elena Gianini Bellotti (*Du côté des petites filles*), Xavière Gauthier, etc. Au-delà des inégalités entre sexes, m'est apparue en pleine lumière la construction sociologique et idéologique des genres (pour utiliser un terme plus actuel).

Au sein du couple que je formais avec ma conjointe Annemarie (elle-même sympathisante de la LMR), il est clair que cette «révolution féministe» et l'évolution des mœurs qui l'a accompagnée

ont influencé nos rapports mutuels. Par exemple, je me souviens de notre décision de ne plus porter nos alliances, que je juge aujourd'hui anecdotique et puérile mais qui n'était pas sans portée symbolique! Toutefois, pour être honnête, il m'est impossible de distinguer, dans les turbulences de notre couple, ce qui était tributaire d'une nouvelle prise de conscience politique de ce qui découlait de problèmes interpersonnels qui seraient apparus de toute manière.

J'ai participé avec Annemarie, alors enceinte de notre fille Sarah, à un groupe qui se préparait à vivre en communauté, mais nous n'avons finalement jamais fait l'expérience de ce mode de vie. Cependant nous étions très préoccupés par les problèmes de l'éducation des enfants et du cadre que nous voulions donner au nôtre (lecture de *Libres enfants de Summerhill* d'Alexander Neill et des livres de Bruno Bettelheim, par exemple, ainsi que d'ouvrages préconisant un accouchement sans violence ni surmédicalisation ou prônant davantage de contacts corporels entre parents et nouveau-nés – par des massages, par exemple).

Toutefois, dans les faits, au-delà d'une pratique éducative que nous voulions résolument antiautoritaire, nous n'avons pas poussé très loin, Annemarie et moi, les nouveaux mode de vie parentaux. Jusqu'à notre séparation en 1979, nous sommes restés très proches du modèle de la famille nucléaire traditionnelle.

Lectures et approbation zélée

Je lisais bien entendu nos périodiques romands : *La Brèche*, ainsi que *La Taupe*, mais aussi, assez régulièrement, *Rouge*, l'organe de la Ligue communiste en France, la publication de la IVe Internationale, *Inprecor*, et irrégulièrement d'autres publications politiques en français.

Il y a une chose que je n'ai jamais comprise ni acceptée, c'est le reproche de «langue de bois» que s'attiraient régulièrement, de la part de «profanes» non marxistes, nos articles et nos tracts. La langue de bois, je la percevais bien dans des textes d'autres organisations d'extrême gauche (maoïstes, groupes ultra-gauches) quand il m'arrivait d'en lire, mais pas dans les productions de la LMR et de la IVe Internationale. Maintenant encore, d'ailleurs, il me semble que, si je m'y replongeais, je persisterais à trouver que la plupart de nos articles de fond comme nos tracts témoignaient bien davantage d'une vision lucide de la réalité que d'un ressassement dogmatique.

J'adhérais donc la plupart du temps aux analyses politiques émanant de notre mouvement et je les trouvais éclairantes. Pourtant je dois dire que les grands débats qui traversaient la IVe Internationale me passaient en grande partie au-dessus de la tête. La seule controverse importante dont je me souviens aujourd'hui portait sur l'option stratégique de la lutte armée dans certains contextes de l'Amérique latine. Pour le reste, j'avais du mal à saisir les enjeux des tendances qui s'opposaient au sein de l'Internationale trotskiste.

Des interrogations croissantes

Conformément à la vision de Trotski, il me semblait clair que la bureaucratisation stalinienne de la révolution russe et sa dérive criminelle prouvaient l'inanité de la construction du socialisme à l'intérieur de frontières nationales. Seule une organisation telle que la IV^e Internationale, permettant d'articuler et de coordonner la lutte révolutionnaire sur les plans local, national et supranational, était à même de réaliser une révolution authentique aussi bien dans les pays dits du tiers-monde et dans les pays capitalistes avancés que dans les pays dits socialistes. En revanche,

je discernais assez mal (et il me semble que je n'étais pas le seul !) le ou les processus susceptibles de nous mener à la prise du pouvoir. A nous trotskistes des années 70, l'histoire de la révolution russe ne paraissait pas fournir de pistes très utiles dans le contexte de «nos» démocraties bourgeoises. Dans des discussions informelles, nous évoquions parfois les critiques de Rosa Luxembourg à l'égard des conceptions léninistes, mais je n'ai pas le souvenir d'un véritable débat formateur organisé sur ce thème. A travers certaines lectures, j'avais pris aussi connaissance d'aspects intéressants du modèle yougoslave d'autogestion. Sans remettre en cause la nécessité d'un parti d'avant-garde pour organiser et coordonner l'activité des mouvements de masse, je discernais mal jusqu'où devait aller ce rôle dirigeant dans le processus d'une prise du pouvoir censée être l'œuvre du prolétariat lui-même (c'est-à-dire de l'ensemble des salariés, soit de la grande majorité de la population) et déboucher sur la mise en place d'une démocratie nouvelle, couvrant tous les aspects de la vie sociale. J'avais un peu de peine à imaginer comment les notions trotskistes de contrôle ouvrier et de programme de transition allaient «s'incarner» dans une dynamique révolutionnaire. Et je m'interrogeais plus encore sur l'après-révolution: de quelle manière allait-il être possible de maintenir, à plus long terme et via l'inévitable institutionnalisation d'un nouveau régime, l'authenticité d'une démocratie à la fois économique, sociale et politique? Je me souviens avoir dit à un ami (extérieur à la Ligue) que je resterais un révolutionnaire actif jusqu'à la prise du pouvoir mais qu'ensuite je n'en savais rien. Sous forme de boutade, j'exprimais là une interrogation bien réelle.

Dans les pays dominés – dans certains d'entre eux du moins – la lutte armée, qui avait fait ses preuves en Chine, en Indochine ou à Cuba, me semblait s'imposer dans l'immédiat conformément au mot d'ordre du Che, «créer deux, trois, plusieurs Vietnam», mais dans ce contexte aussi j'avais du mal à penser que la victoire pourrait ouvrir la voie à quelque chose de mieux que ce qu'illustrait les exemples historiques connus: une gestion autoritaire de la société nouvelle par les cadres révolutionnaires.

Pendant les premières années de la LMR, bien que ressentant fortement le poids politique, économique, militaire et idéologique du capitalisme, je m'étais réellement efforcé, malgré ma tendance naturelle au pessimisme, de croire à la possibilité d'une révolution socialiste à brève échéance (dans les cinq ans en Europe, disait-on même!). Je ne sais pas exactement quand cette fragile illusion m'a définitivement abandonné. Si jamais il en subsistait encore une trace en 1973, le coup d'état chilien l'a sans doute définitivement balayé.

Le 11 septembre 1973, en effet, la sanglante riposte impérialiste a été à la mesure de l'attente immense que suscitait auprès de nous le processus révolutionnaire chilien, dont un de nos camarades lausannois, Pierre Rieben, suivait au jour le jour les péripéties sur place et en rendait compte dans la presse suisse, notamment dans *La Brèche*, avant d'être arrêté et torturé par la junte de Pinochet... En ce qui me concerne, en tout cas, cette défaite aussi subite que violente a porté un coup sérieux à ma foi révolutionnaire.

Une interdiction professionnelle, mais plutôt soft...

La seule répression politique dont j'aie personnellement eu à me plaindre, c'est une probable «Berufsverbot» (interdiction professionnelle) en 1977. J'étais au chômage et j'avais postulé à la Bibliothèque cantonale et universitaire (BCU). Au cours d'un entretien, son directeur Jean-Pierre Clavel m'avait officieusement mais clairement engagé (à un poste très modeste, il est vrai) en prévision de l'informatisation future du fichier de la bibliothèque. Je devais commencer mon

travail à une certaine date, et la semaine précédente, inquiet de n'avoir reçu aucun courrier confirmant mon engagement, je suis retourné voir M. Clavel, lequel m'a expliqué sans ambages qu'il avait dû renoncer à ma collaboration pour «des raisons de police» invoquées par son supérieur hiérarchique. Je me suis donc rendu auprès de Robert Anken, alors chef du Service vaudois de l'enseignement supérieur (et major à l'armée m'avait-on dit) qui m'a d'abord fait sèchement remarquer qu'il était de sa compétence d'opérer un tri parmi les candidats qu'il avait à présenter au Conseil d'Etat, avant d'admettre à demi-mot qu'il avait effectivement écarté ma candidature pour des raisons politiques. Consulté sur la suite à donner à ce que je considérais comme une interdiction professionnelle inacceptable, un avocat proche de la LMR m'a affirmé que je ne pouvais légalement rien faire contre un non-engagement par l'Etat (comme par tout autre employeur d'ailleurs).

Séparation à l'amiable

J'ai quitté la LMR sauf erreur à la fin de 1977 (ou au début de 1978?). En réalité il y avait un certain temps déjà que je n'étais plus guère présent au sein l'organisation.

La nécessité de trouver un emploi (ou du moins de petits jobs) après l'obtention de mon diplôme de géologue et la naissance de ma fille Sarah (1976), ma situation inconfortable de chômeur père de famille (jusqu'au printemps 1977), le déplacement de mes préoccupations prioritaires vers ma sphère familiale et mon rôle paternel: tous ces facteurs ont assurément contribué à me détourner du militantisme.

Au sein de notre organisation politique, suite à l'affirmation d'un féminisme plus appuyé, la revendication d'un nombre croissant de militant-e-s de pouvoir accorder davantage de place à leur vie privée avait provoqué pas mal de discussions. Il apparaissait d'ailleurs, pour beaucoup d'entre nous, que la vie privée pouvait aussi devenir un lieu d'affirmation de certaines valeurs (ou contre-valeurs) politiques !

Sur un plan personnel, cette même prise de conscience m'avait partiellement libéré du moralisme qui m'avait longtemps fait considérer les devoirs du militant révolutionnaire comme sacrés et intouchables. Désormais je ressentais le besoin de les redéfinir et de les redimensionner.

C'est à cette époque que j'ai rencontré un jour, à l'entrée de la piscine de Bellerive (!), deux membres de la Ligue plus jeunes que moi qui vitupéraient contre le flottement idéologique qui selon eux mettait en danger l'organisation. L'un d'eux a sorti une remarque qui m'a très fortement marqué: «Il y a des camarades qui feraient bien de relire Lénine !» Moi qui ne gardais que des souvenirs assez schématiques des quelques classiques de Lénine que j'avais lus des années plus tôt, cette simple phrase m'a paru surréaliste. J'ai soudain compris que certains camarades de la LMR m'étaient devenus complètement étrangers. En quoi les écrits de Vladimir Ilitch Oulianov pouvait-il nous être utiles aujourd'hui pour recadrer notre organisation?

Tous ces remous de consciences individuelles qui se traduisaient par une crise de l'organisation étaient assurément aussi portés, en ce qui concernait nombre d'entre nous, par une énorme vague de découragement. Avec les crises dites «pétrolières», qui signalait la fin des «trente glorieuses», la révolution semblait reportée sine die. Le coup d'Etat chilien avait tué nos espoirs en Amérique latine. Et à peine avions-nous savouré les révolutions indochinoises que des nouvelles inquiétantes nous parvenaient du Cambodge...

Je me suis alors mis à écrire un texte expliquant ma décision de quitter la LMR au moins

temporairement. Je n'avais pas encore fini de le rédiger (avec beaucoup de difficulté) lorsque deux camarades de la Direction de ville m'ont rendu visite pour me demander où j'en étais, si j'estimais faire encore partie de l'organisation ou non. Je me souviens que j'ai eu beaucoup de peine à expliquer clairement mon état d'esprit, à formuler des critiques précises... J'ai dit que je ne me sentais pas l'étoffe d'un révolutionnaire «professionnel», que d'ailleurs je ne comprenais plus ce que pouvait signifier cette expression léniniste dans un contexte tel que la Suisse ou l'Europe, que j'allais donc démissionner et que j'achèverais la rédaction de mon texte pour clarifier cette décision auprès des organes dirigeants de la Ligue. En réalité, je n'ai plus jamais retouché ce texte et ne l'ai jamais montré, le jugeant confus, incohérent et surtout (en langage d'intellectuel militant de l'époque) «très faible sur le plan théorique»!

Après la LMR

Pendant une bonne douzaine d'années, je me suis largement détourné de la politique – tout en continuant, en privé et en tant que «simple citoyen», à me reconnaître dans des opinions d'extrême gauche. Reagan, Thatcher, la première vague néolibérale des années 80, la célébration inlassable des managers-héros-de-notre temps par une presse romande et française ridiculement complaisante (*L'Hebdo*, *Libération*, le *Nouveau Quotidien* notamment...) m'ont littéralement dégoûté. Puis, dès le début des années 90, suite au tournant initié par la chute du Mur de Berlin et l'éclatement de l'URSS et du «bloc de l'est», j'ai pris conscience du basculement majeur qui était en train de se produire. La lutte des classes débouchait, ni plus ni moins, sur une victoire écrasante, au plan mondial, d'une bourgeoisie plus que jamais à l'offensive! Et cela dans la plus grande violence: Russie postsoviétique livrée aux pillages et à une misère noire, Etats d'Europe centrale brutalement reconvertis à un capitalisme dur, guerres nationalistes fratricides en ex-Yougoslavie...

En Europe occidentale aussi, la bourgeoisie se sentait des ailes. Dans la consensuelle Helvétie, l'offensive bourgeoise, encore mesurée (à la suisse !), n'en était pas moins sensible : Etat social – dédaigneusement rebaptisé Etat providence – battu en brèche, Services publics gentiment placés sur la voie unique de la concurrence et de la privatisation, etc. Au plan international, l'économie impérialiste, à travers des instruments diplomatiques à sa dévotion (GATT puis OMC, mais aussi UE !), commençait en même temps à mener des négociations souvent secrètes en vue d'institutionnaliser, sous-couvert du libre-échange, un affaiblissement programmé des démocraties nationales au profit d'objectifs radicaux tels le démantèlement de l'Etat social et du service public au nord, le pillage sans contrôle des ressources naturelles au sud, la suppression de toute entrave au développement des multi- et transnationales... Bref, l'enrichissement illimité des super-riches au dépend des plus pauvres...

Dans cette conjoncture, je me suis remis peu à peu à lire plus régulièrement une presse militante ou offrant un point de vue critique comme le journal *solidaritéS*, *La Brèche* nouvelle formule, *Page2*, le quotidien *Le Courrier*, le *Monde Diplomatique*, etc., ainsi que des publications plus spécifiques défendant en Suisse et dans le monde les droits sociaux, les droits humains, les droits démocratiques, ceux des réfugié-e-s, des minorités de tous ordres, et/ou luttant contre le militarisme, le racisme, la destruction de l'environnement,

Je n'ai cependant jamais renoué avec le militantisme – même si j'ai parfois été tenté de m'engager dans l'un ou l'autre des combats sectoriels en cours.

Professionnellement, j'ai quitté en 1992 une EPFL tout à l'euphorie des «nouvelles» technologies

(en lien déjà étroit avec la «nouvelle» économie naissante)... Après un nouveau passage sur les bancs de l'université (notamment en histoire suisse contemporaine), la participation à la réalisation d'un cédérom historique sur l'émergence de la modernité en Suisse, puis un détour de deux ans – hélas sans lendemain – dans l'édition militante (Editions d'en bas), j'ai terminé ma «carrière» de journaliste dans une presse associative un peu à l'écart de l'arène politique. Pendant une douzaine d'années, un travail à temps très partiel dans la société viti-vinicole issue d'une hoirie de ma famille maternelle m'a permis de compléter des revenus devenus assez maigres...

Ma conclusion de 2016

Il m'a parfois semblé que le mot d'ordre de «résistance», dans le contexte actuel de l'offensive de la mondialisation capitaliste néolibérale, serait plus adéquat que celui de «révolution». Lorsque je parcours le journal *solidaritéS*, par exemple, je n'ai rien à opposer à la plupart des opinions, analyses et propositions de lutte que j'y trouve, alors même que l'échéance d'une révolution mondiale me paraît aujourd'hui difficilement discernable. Ne serait-il donc pas plus réaliste, pour la gauche radicale, de mener ses luttes politiques sous la bannière d'un réformisme clairement assumé en mettant en sourdine ses aspirations révolutionnaires?

En réfléchissant à cette question pour les besoins du présent témoignage, je suis parvenu à une réponse claire: non! Comme le montrent a contrario les compromissions, dérives et trahisons des gauches réformistes, on doit bien admettre qu'une résistance politique conséquente et réellement combattive ne peut se fonder que sur la conscience qu'un autre monde est possible, sur l'anticipation d'une communauté humaine fraternelle, libérée du capitalisme et des impératifs du profit, et libératrice pour toute personne humaine. Pas une vision tombée du ciel, mais un projet raisonné, qui se réclame consciemment d'une tradition historique éprouvée et enrichie en continu d'expériences et de réflexions nouvelles. Le rôle des organisations d'extrême gauche resterait alors de mettre en évidence et d'articuler dans leur pratique le lien dialectique existant entre les luttes sociales et politiques à l'ordre du jour et cet horizon politique ultime.

Beau credo – si étonnamment semblable à celui de mes 20 ans !

Oui mais... Quitte à passer pour un vieux con, comment ne pas avouer l'inquiétude que suscite en moi une autre révolution – la révolution numérique ?

Les nouvelles générations ne vivent-elles pas déjà une grande partie de leur temps dans un monde différent du nôtre (du mien en tout cas), un monde sans profondeur, sans passé ni futur, réduit aux deux dimensions d'un écran plat? La focalisation sur le présent et l'immédiat, le fonctionnement binaire et puérilement affectif des réseaux sociaux (cliquer ou ne pas cliquer sur «j'aime»), l'irrésistible appel à un conformisme désolant, tout cela ne risque-t-il pas, à la longue, d'affecter durablement le fragile psychisme humain ?

On a beaucoup glosé sur le rôle des réseaux sociaux et des smartphones par exemple lors des printemps arabes, qui ont su séduire le monde (ou une partie du monde...) par écrans interposés. Pas question de le nier, pratiquement toutes les activités humaines, y compris le débat politique et la vie intellectuelle, sont devenues indissociables des technologies numériques. Et c'est bien là le piège ! Tous connectés, à l'heure où l'informatique est capable de traiter un nombre inconcevable d'informations à la vitesse de la lumière, ne sommes-nous pas en train de devenir les puces involontaires de la grosse machine cybernétique néolibérale ? A l'avantage, évidemment, de maîtres du monde dont le pouvoir est déjà profondément inscrit dans nos propres neurones...

Il ne s'agit même pas d'un complot, juste d'une logique !

Paranoïa sénile ? Bien sûr ! Quoique...

PS - Je ne souhaite pas l'anonymisation de mon témoignage, que je signe volontiers.

Georges Nicod, Pully, le 16 octobre 2016